

ANALYSE GEOPOLITIQUE DES ANTAGONISMES RUSSO AMERICAINS EN TERMES DE POLITIQUE ENERGETIQUE DANS LE SOUS-SYSTEME DES BALKANS AU SEIN DU SYSTEME MEDITERRANEEN¹

Ioannis T. MAZIS

Géographie politique et de géopolitique, Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes,
yianmazis@turkmas.uoa.gr

Introduction - résumé.

Au sein du complexe géopolitique méditerranéen, on observe ces derniers mois des mouvements dangereux de grande ampleur, dans le sous-système des Balkans occidentaux. La Grèce a le funeste privilège de constituer la frontière des deux sous-systèmes du complexe géopolitique méditerranéen :

- a. du sous-système des Balkans et,
- b. du sous-système turco-proche-oriental.

Nous allons démontrer d'une part, que ces deux sous-systèmes se trouvent confrontés à des disfonctionnements intenses et instables et d'autre part, que le facteur géopolitique déterminant de l'instabilité est celui de la sécurité énergétique. De surcroît, nous montrerons que les deux principaux pôles de puissances internationales que sont Moscou et Washington, de par leur antagonisme de type néo guerre froide, confèrent une dynamique déstabilisatrice au complexe géopolitique méditerranéen, dont l'épicentre se trouve dans les Balkans de l'ouest (Balkans occidentaux). La notion dite : « de type néo guerre froide » est utilisée pour souligner le fait qu'il existe une grande distance politico idéologique entre ces deux pôles (et bien sur, il en existe une plus grande encore entre Washington et Pékin), comme pendant la période de la guerre froide. La différence idéologique, en l'occurrence, réside entre l'approche cosmopolite et ultra libérale occidentale et l'approche nationale-identitaire conservatrice orientale, avec comme pôle dominant Moscou.

Le corpus théorique de la présente analyse est celui de la géopolitique anglo-saxonne classique, issue de l'école de N. Spykman, ayant évolué avec l'approche de Z. Brzezinsky et celui de l'analyse géopolitique systémique contemporaine.

1. L'est européen et les Balkans: équilibres instables et redistribution de puissance

1.1. Le sous-système des Balkans sous l'angle des agissements de Washington au sein de ce sous-système

1) Le 1^{er} coup porté récemment contre le pouvoir de la Russie fut la perte d'influence de celle-ci sur le Monténégro slavo-orthodoxe, illustré par son intégration récente dans l'OTAN en 2017.

2) Le 2nd fut constitué par le changement de gouvernement en ARYM, lequel éloigne la République de sa posture traditionnellement russophile, portée précédemment par le gouvernement Gruevski.

3) Le 3^{ème} réside dans les injonctions sénatoriales américaines (executive orders), portant sur les sanctions à l'encontre de la Russie, contre la volonté du président Trump².

Plus généralement, force est de constater que l'expansion de l'OTAN dans les Balkans et en Europe de l'est s'est matérialisée dans l'intégration de treize nouveaux membres en environ dix ans³, (mars 99 – juin 2017) et ce, à l'encontre des intérêts économiques vitaux de la Russie.

¹ traducteurs : Emmanuel Duwat, Aphroditi Mengouli, octobre 2017)

² «It's official: Congress has handcuffed Donald Trump on Russia» [<https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/7/28/16055630/congress-trump-russia-sanctions-veto>].

³ Le 12 mars 1999 : La Tchéquie, la Hongrie, la Pologne, le 29 mars 2004: la Bulgarie, l'Esthonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, le 1 avril 2009 : l'Albanie, la Croatie, le 5 juin 2017: le Monténégro.

Au fond, ces mouvements d'encerclement de la Russie dans la région de l'est et sud-est européen par l'OTAN et ses alliés ne sont que l'illustration de la théorie de Spykman, dite de l'anneau d'encerclement, ou bien de la proposition géostratégique de Georges Kennan, ou de leur héritier Z. Brzezinsky. En outre, cette tendance est bien illustrée par le texte des sanctions américaines récemment imposées contre la fédération de Russie, en son article 254, intitulé : « Sec. 254 : Co ordination des aides et assistance en Europe et en Asie ». Il alloue une aide de 250 M\$ pour les années 2018 & 2019, de la part du fonds constitué ad'hoc, ayant pour objectif de contrer l'influence russe (*Countering Russian Influence Fund*)⁴ au profit de pays qui :

A) sont membres de l'OTAN et :

(i) sont exposés aux influences de la fédération de Russie. Ici, c'est évidemment la Turquie qui est visée, en tant que membre de l'OTAN ayant une inclinaison vers Moscou. Bien sûr, le cas grec peut être source d'inquiétude, où au niveau sentimental, la société grecque garde une disposition amicale à l'endroit de leurs coreligionnaires orthodoxes, les Russes. Ainsi que le montre l'étude du Pew Research Center, si les Grecs estiment les compétences du président Poutine et, au moins pour 50% d'entre eux, la Fédération de Russie et son peuple, ils considèrent que l'Europe et les Etats-Unis sont plus démocratiques et sont des endroits où ils préfèrent vivre et travailler.

(ii) n'ont pas les moyens économiques de contrer efficacement les attaques de la Russie sans le soutien des Etats-Unis et,

B) les Etats qui participent au processus d'élargissement de l'OTAN ou de l'UE, y compris l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, la Géorgie, la Macédoine (sic, comprendre : ARYM), la Moldavie, le Kosovo, la Serbie et l'Ukraine (!).

On comprend dès lors la tentative de la Russie de réagir à ce « *containment* », en tentant d'utiliser ses avantages comparatifs dans la région. Son principal avantage réside dans l'énergie et en particulier le gaz naturel, lequel représente le quart de la consommation européenne d'énergie. Il faut savoir qu'en 2016, Gazprom fournissait le tiers de cette part à l'UE.

Compte tenu de l'obligation européenne de réduire la part de production électrique d'origine carbonique et de la politique OTAN visant à assurer « la sécurité énergétique de l'Europe », les Balkans se trouvent face à un sérieux dilemme. Lequel semble imposer comme

4 **“Russia Sanctions Review Act of 2017” (Tuesday 3 January, 115th Congress of USA) SEC. 254. Coordinating aid and assistance across Europe and Eurasia. (a) Authorization of appropriations.—There are authorized to be appropriated for the Countering Russian Influence Fund \$250,000,000 for fiscal years 2018 and 2019. (b) Use of funds.—Amounts in the Countering Russian Influence Fund shall be used to effectively implement, prioritized in the following order and subject to the availability of funds, the following goals: (1) To assist in protecting critical infrastructure and electoral mechanisms from cyberattacks in the following countries: (A) Countries that are members of the North Atlantic Treaty Organization or the European Union that the Secretary of State determines— (i) are vulnerable to influence by the Russian Federation; and (ii) lack the economic capability to effectively respond to aggression by the Russian Federation without the support of the United States. (B) Countries that are participating in the enlargement process of the North Atlantic Treaty Organization or the European Union, including Albania, Bosnia and Herzegovina, Georgia, Macedonia, Moldova, Kosovo, Serbia, and Ukraine. (2) To combat corruption, improve the rule of law, and otherwise strengthen independent judiciaries and prosecutors general offices in the countries described in paragraph (1). (3) To respond to the humanitarian crises and instability caused or aggravated by the invasions and occupations of Georgia and Ukraine by the Russian Federation. (4) To improve participatory legislative processes and legal education, political transparency and competition, and compliance with international obligations in the countries described in paragraph (1). (5) To build the capacity of civil society, media, and other nongovernmental organizations countering the influence and propaganda of the Russian Federation to combat corruption, prioritize access to truthful information, and operate freely in all regions in the countries described in paragraph (1). [<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text#toc-H954BE429129341AB9D32B2D4775AA845>], [reprise: 8-08-2017]**

une solution nécessaire –du point de vue géostratégique- contre la volonté de Washington et de l'Alliance nord-atlantique.

La Croatie, mais aussi les autres pays des Balkans occidentaux, en tant que membre ou postulant de l'UE, se doivent d'orienter leurs efforts dans cette perspective européenne.

Il est donc clair que l'OTAN évalue l'influence énergétique de Moscou et l'influence politique qui en découle. Compte tenu du climat de « nouvelle guerre froide » qui prévaut et qui se manifeste dans les décisions de sanctions émanant du Congrès américain, cette influence sur les Balkans orientaux « doit être contrée ».

Les réponses géostratégiques qu'apporte l'OTAN à cette influence russe sont de trois types :

A) Sur la sécurité énergétique, avec les oléoducs :

i) Transadriatic Pipe Line (TAP, qui traverse la Turquie, la Grèce, l'Albanie et l'Italie) lequel devrait être achevé en 2020⁵

ii) L'oléoduc mers Ionienne et Adriatique, lequel va prolonger le TAP en un terminal de liquéfaction au niveau de l'île de Krk en Croatie, permettant de ravitailler la Bosnie Herzégovine, le Monténégro, l'ARYM, l'Albanie et la Croatie. La construction du terminal sera financée par l'UE à 50%, coutera environ 630M€ et aura une capacité à délivrer des quantités de gaz naturel de l'ordre de 4.0-6.0 milliards de m³. Le gouvernement croate appelle des investisseurs stratégiques, lesquels seront copropriétaires de l'ouvrage. Il est important de souligner qu'en mai 2017, l'Albanie, la Bosnie, la Bulgarie, la Croatie, le Kosovo, l'ARYM et le Monténégro, avec le soutien de l'USAID, ont signé un accord pour la construction de l'ouvrage ci-dessus mentionné, en sorte de réduire leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie. La Serbie et la Roumanie n'ont pas pris part à cet accord.

iii) Le plan occidental énergétique d'ensemble comprend également le développement du gazoduc East Med. Le projet a été approuvé en avril 2017, lors d'une déclaration commune des ministres de l'énergie d'Italie, de Grèce, de Chypre et d'Israël, en présence du commissaire européen à l'énergie Miguel Arias Canete, à Tel Aviv. Ce projet entre dans le cadre du programme européen Connecting Europe Facility (CEF) en ligne avec les études et la participation technique des entreprises Intecsea et C&M, ou encore IHS-Cera, qui ont caractérisé comme: a) techniquement réalisable (*technically feasible*) b) économiquement parfaitement viable (*economically viable*) c) complémentaire d'autres possibilités d'exportation (*complementary to other export options*).

Il importe de noter que sur la base des gisements avérés du bassin du Levant et de la ZEE de Chypre, le gazoduc pourra assurer la fourniture sur les marchés internationaux, de l'ordre de 30 milliards de m³ par an. Et ceci, sans tenir compte des autres gisements en voie de confirmation de la région, ni même des gisements égyptiens d'Al Zohr, lesquels seront acheminés de diverses manières sur les marchés internationaux, sous forme de GNL ou via East Med.

L'importance stratégique de ce gazoduc est avéré pour Athènes et Nicosie, mais aussi pour Israël et Le Caire sous la houlette du président Al Sissi (et non celle de Morsi et des frères musulmans), de même que les investissements des pétroliers, qui continuent dans la ZEE de Chypre. Tous ces éléments sont révélés et confirmés à la lumière de la récente série de provocations turques dans la région.

L'auteur l'avait prévu et soutenu depuis longtemps et se sent pleinement justifié par les récents développements.

B) A travers des méthodes analogues, avec en premier appui la Serbie, pour laquelle personne, à Moscou ne semble songer à une réédition de 1999. Une telle évolution conduirait évidemment à une explosion des Balkans, voire au-delà...

5 La répartition capitaliste du TAP est la suivante : BP (20%), SOCAR/Azerbaïdjan (20%), Snam S.p.A./Italie (20%), Fluxys/Belgique (19%), Enagás/Espagne (16%) and Axpo/Suisse (5%).

2. Les pôles de puissance internationale et leur action dans les sous-systèmes : analyse des comportements et de leur rationalité.

2.1. Description de l'attitude de Moscou et évaluation de sa rationalité

La fédération de Russie a une réponse alternative à apporter à cet isolement opéré par Washington: le gazoduc Turkish stream, pour le développement duquel elle a signé avec Ankara un accord en octobre 2016. En effet, l'annonce de l'objectif de construction de Nord Stream II a conduit la Russie à accélérer la construction du conduit sous la mer noire, Turkish stream, actuellement en cours de réalisation. Le maître d'œuvre de Gazprom, la société suisse Allseas a déjà réalisé 15 miles marins sous la mer depuis mai 2017. Le 1^{er} des deux gazoducs parallèles fonctionnera en mars 2018, le deuxième en 2019. La capacité annuelle de chaque conduit est estimée à 15,75 milliards de m³ de gaz naturel, soit en tout presque 32 mlds. de m³⁶.

Ce gazoduc est accepté par la Serbie, mais son accomplissement ne semble pas aisé, en ce que :

- i) Les relations Turquie-UE, qui ne sont pas bonnes, en particulier après les élections allemandes du 25/09, vont aller de mal en pis. Le départ des éléments allemands de la base OTAN d'Incirlik en Turquie en témoigne.
- ii) Les relations Turquie-USA, qui sont également très tendue, au point où les Etats-Unis éloignent d'Incirlik de nombreuses capacités et demandent de nouvelles facilités équivalentes à Souda, en Crète.
- iii) Les choix diplomatiques en faveur de l'industrie de défense russe (acquisition des systèmes anti-aériens S 400) qui, s'ils aboutissent dans le courant 2017, ainsi que le déclarent les autorités turques, vont remettre en cause les relations entre la Turquie et l'OTAN, mais aussi avec l'Union Européenne.
- iv) Le rôle que joue la Turquie, avec le soutien des frères musulmans dont on trouve des éléments dans l'ex Armée de libération du Kosovo (UCK), ou encore dans des actions des organisations Djihadistes en Syrie et jusqu'au sein de Daesh.⁷ A l'appui de ceci, on peut utilement citer

6 V. F. William Engdahl, " Turkey, Russia and Interesting New Balkan", "Turkey, Russia and Interesting New Balkan Geopolitics", [http://www.defenddemocracy.press/turkey-russia-and-interesting-new-balkan-geopolitics/\[reprise: 14-08-2017\]](http://www.defenddemocracy.press/turkey-russia-and-interesting-new-balkan-geopolitics/[reprise: 14-08-2017])

7 V. article de Daniel Pipes (*Monday, October 16, 2017, στην Washington Times, tirré: «Saving NATO from Turkey. Member states must break with Erdogan's Islamic extremism»* <https://www.washingtontimes.com/news/2017/oct/16/nato-must-be-saved-from-turkey/>): «*The North Atlantic Treaty Organization, known as NATO, faces an existential problem. No, it's not about getting member states to fulfill agreed-upon spending levels on defense. Or finding a role after the Soviet collapse. Or standing up to Russia's Vladimir Putin. Rather, it's about Recep Tayyip Erdogan, the Islamist, dictatorial ruler of Turkey whose policies threaten to undermine this unique alliance of 29 states that has lasted nearly 70 years. Created in 1949, NATO's founding principles ambitiously set out the alliance goal "to safeguard the freedom, common heritage and civilization of [member states'] peoples, founded on the principles of democracy, individual liberty and the rule of law."* In other words, the alliance exists to defend Western civilization. For its first 42 years, until the USSR collapsed in 1991, this meant containing and defeating the Warsaw Pact. Today, it means containing and defeating Russia and Islamism. Of these latter two, Islamism is the deeper and longer-lasting threat, being based not on a single leader's personality but on a highly potent ideology, one that effectively succeeded fascism and communism as the great radical utopian challenge to the West. Some major figures in NATO appreciated this shift soon after the Soviet collapse. Already in 1995, Secretary-General Willy Claes noted with prescience that "Fundamentalism is at least as dangerous as communism was." With the Cold War over, he said, "Islamic militancy has emerged as perhaps the single gravest threat to the NATO alliance and to Western security." In 2004, Jose Maria Aznar,

- 1) le fait que le 9 janvier 2017 (115th CONGRESS, 1-ST SESSION), le MAE américain a déposé un projet de loi (a Bill) rédigé par 21 sénateurs⁸ en vue de caractériser les frères musulmans comme une organisation terroriste, dans la liste du département d'Etat. Il s'agit de la : "*H.R.377 - Muslim Brotherhood Terrorist Designation Act of 2017*"⁹ laquelle prétend que : «(1) *the Muslim Brotherhood meets the criteria for designation as a foreign terrorist organization under section 219(a) of the Immigration and Nationality Act (8 U.S.C. 1189(a)); and (2) the Secretary of State, in consultation with the Attorney General and the Secretary of the Treasury, should exercise the Secretary of State's statutory authority by designating the Muslim Brotherhood as a foreign terrorist* Par conséquent, on peut dire que Moscou se trouve face à un double schéma irrationnel, quant à sa politique balkanique:
 - iv.1.) La vision de la Grande Albanie et l'intégration conséquente du Kosovo et de la plaine serbe de Preševo, est parfaitement contraire aux intérêts de Moscou et au cœur de sa stratégie de défense face à l'extension de l'influence de l'OTAN dans les Balkans de l'ouest, de même que dans la perspective du passage à travers ces régions de son gaz vers la Hongrie, c'est à dire vers l'UE. Et ceci car si la grande Albanie est créée, avec le soutien d'Ankara, celle-ci sera intégrée dans l'OTAN et peu de temps après, dans l'UE!
 - iv.2.) Comment Moscou va-t-elle réagir face à une présence, ou du moins à une forte influence d'éléments salafistes armés ante portas? Et comment peut-elle consentir à l'instrumentalisation de la guerre sainte islamique, de la part de son « allié » turc ?

La réponse est que, face à ce schéma irrationnel, Moscou doit prendre auprès de son apparent allié turc, des garanties et des compensations sérieuses. En particulier, à l'aune du sujet crucial du soutien d'Ankara aux groupes islamo-fascistes en Syrie.

- a) Ce sont les intérêts stratégiques de Moscou en MEDOR qui sont ici en jeu, à travers:
 - i) la réappropriation d'une partie de son ancienne influence dans le monde arabo-musulman,
 - ii) le gaz naturel de Syrie,
 - iii) le corridor Shiite du gaz naturel iranien vers la Méditerranée (Téhéran-Damas-Liban), d'une grande importance stratégique, ainsi que,
 - iv) la projection de sa puissance sur le flanc des USA et de l'occident au Moyen-Orient: à Suez et dans le golfe arabo-persique.
- b) C'est également le prestige de la super puissance russe qui est en jeu, par conséquent d'une grande importance diplomatique, dans un environnement

Spain's former prime minister, warned that "Islamist terrorism is a new shared threat of a global nature that places the very existence of NATO's members at risk." He advocated that NATO focus on combating "Islamic jihadism and the proliferation of weapons of mass destruction" and called for "placing the war against Islamic jihadism at the center of the allied strategy».

8 NB: les suivants 1) Mr. Diaz-Balart (for himself), 2) Mr. Gohmert, 3) Ms. Granger, 4) Mr. Frelinghuysen, 5) Mr. Weber of Texas, 6) Ms. Ros-Lehtinen, 7) Mr. Fleischmann, 8) Mr. Grothman, 9) Mr. Duncan of South Carolina, 10) Mrs. Black, 11) Mr. McCaul, 12) Mr. Trott, 13) Mr. DesJarlais, 14) Mr. Cramer, 15) Mr. Barletta, 16) Mr. Hudson, 17) Mr. Posey, 18) Mr. Ross, 19) Mr. King of Iowa, 20) Mr. Rouzer και 21) Mr. Yoder. Le texte précise: «*This Act may be cited as the "Muslim Brotherhood Terrorist Designation Act of 2017"*».

9 <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/377>

international recomposé, lequel résulte en une plaie pour une économie russe, déjà isolée.

- c) Par suite, Moscou a pris très au sérieux le soutien américain au dossier de la création d'un Etat kurde dans le nord de la Syrie. Ce soutien, attendu après la rencontre récente d'aout 2017 « de *hauts responsables du Pentagone et du State Department avec des Kurdes du PYD/YPG à Rakka [...]* *Jou les USA ont promis la création d'un Etat kurde reconnu internationalement au nord de la Syrie dans les six mois* »¹⁰, va encourager Ankara à proclamer d'une part la fin de son soutien aux groupes islamiques hostiles en Syrie et d'autre part, à commencer les discussions avec Damas pour le rétablissement de l'intégralité territoriale de l'Etat syrien.»¹¹

Cette évolution constitue un problème géostratégique insoluble pour Ankara qui réagit énergiquement contre ce changement de stratégie, tant de la part de l'OTAN, que de la part des Etats-Unis, Ankara agit également de manière totalement irrationnelle, contre ses propres intérêts, en ce que :

- iv.3.) elle change sa politique dans les Balkans en faveur de la Russie, non seulement contre ses propres intérêts, mais aussi contre ceux de la politique de l'OTAN dans les Balkans occidentaux.
- iv.4.) elle écarte de sa sphère d'influence les appuis qui lui permettent de projeter sa puissance jusqu'en Adriatique, par exemple avec des positionnements de navires, à Pasalimani, dans le port de Vlore, anciennement Valone, en Albanie. Qui peut lui garantir encore la tolérance et le soutien de l'OTAN à la lumière de son comportement antioccidental et bien sûr anti OTAN ?
- ii) le gaz naturel de Syrie,
- iii) le corridor Shiite du gaz naturel iranien vers la Méditerranée (Téhéran-Damas-Liban), d'une grande importance stratégique, ainsi que,
- iv) la projection de sa puissance sur le flanc des USA et de l'occident au Moyen-Orient: à Suez et dans le golfe arabo-persique.
- b) C'est également le prestige de la super puissance russe qui est en jeu, par conséquent d'une grande importance diplomatique, dans un environnement international recomposé, lequel résulte en une plaie pour une économie russe déjà mise à l'écart.
- c) Par suite, Moscou a pris très au sérieux le soutien américain au dossier de la création d'un Etat kurde dans le nord de la Syrie. Ce soutien, attendu après la récente rencontre d'aout 2017 « de *hauts responsables du Pentagone et du State Department avec des Kurdes du PYD/YPG à Rakka [...]* *Jou les USA ont promis la création d'un Etat kurde reconnu internationalement au nord de la Syrie dans les six mois* »¹², va encourager Ankara à proclamer d'une part la fin de son soutien aux groupes islamiques hostiles en Syrie et d'autre part, de commencer les discussions avec Damas pour le rétablissement de l'intégralité territoriale de l'Etat syrien.»¹³

10 [http://www.pronews.gr/amyna-asfaleia/diethnis-asfaleia/622549_la_Turquie_cesse_son_soutien_aux_islamistes_\(en_grec\)](http://www.pronews.gr/amyna-asfaleia/diethnis-asfaleia/622549_la_Turquie_cesse_son_soutien_aux_islamistes_(en_grec))[reprise: 14-08-2017]

11 *ibid.*[reprise: 14-08-2017]

12 http://www.pronews.gr/amyna-asfaleia/diethnis-asfaleia/622549_i-toyrkia-stamata-tin-ypostirixi-tis-stoys-islamistes [reprise: 14-08-2017]

13 *ibid.*[reprise: 14-08-2017]

Cette évolution constitue un problème géostratégique insoluble pour Ankara qui réagit énergiquement contre ce changement de stratégie, tant de la part de l'OTAN, que de la part des Etats-Unis, elle agit également de manière totalement irrationnelle, contre ses propres intérêts, en ce que :

- i.) elle change sa politique dans les Balkans en faveur de la Russie, non seulement contre ses propres intérêts, mais aussi contre ceux de la politique de l'OTAN dans les Balkans occidentaux.
- ii.) elle écarte de sa sphère d'influence les appuis qui lui permettent de projeter sa puissance jusqu'en Adriatique, par exemple avec des positionnements de navires, à Pasalimani – Avlone, en Albanie. Qui peut lui garantir encore la tolérance et le soutien de l'OTAN à la lumière de son comportement antioccidental et bien sûr anti OTAN ?
- iii.) si on admet une telle évolution, alors nous admettons l'annulation du gazoduc TAP. Celui-ci avait pour objectif d'assurer la sécurité énergétique de l'Europe, loin des choix d'approvisionnement de gaz russe.
- vi.) une telle évolution rend inutile les gisements énergétiques azéris, lesquels devraient alors trouver un autre débouché pour l'approvisionnement de l'Europe. La solution résiderait alors dans le récent passé Caramanliste du pays : le gazoduc Bourgas-Alexandroupoli, avec les encouragements américains vers Athènes et Sophia, et la composition capitaliste correspondante dans le consortium, la route passant uniquement sur les territoires de Grèce et de Bulgarie constituerait une excellente solution pour les intérêts occidentaux.
- d) Dans les conditions évoquées ci-dessus, quelle probabilité de survie donner au régime islamo-fasciste d'Ankara.

2.2. Description de l'attitude de Washington et évaluation de sa rationalité.

Washington n'a pas cessé d'exercer sa politique de projection de puissance au sein du Rimland, au sens des exigences théoriques de Spykman-Brzezinski et également, l'administration américaine n'a ni accepté ni soutenu les avis du président Trump quant au rapprochement Washington-Moscou.

Washington, caractérisée par un rationalisme extensif devient irrationnelle, à considérer les réactions (éclatantes) allemandes et (discrète) françaises. Et ceci parce que le « binôme franco-allemand » est sévèrement affecté dans ses intérêts.

- b) Il existe également d'autres points importants qui aggravent l'irrationalité du comportement de Washington (au sens du système Bush fils – Obama – Clinton) dans la région.

Le 1^{er} point concerne la gestion de la question du nationalisme Albano-islamique :

- A. La gestion de la question du nationalisme Albano-islamique :
 - i) Comment Washington va-t-elle gérer la probable permanence d'éléments, ou du moins l'influence d'éléments de Daesh et d'Al Qaida au sein d'une grande Albanie, laquelle va appartenir au cadre institutionnel de l'OTAN et de l'UE ?
 - ii) Comment va-t-elle convaincre ses alliés européens d'un voisinage dangereux et d'une coopération institutionnelle susceptible d'augmenter l'influence d'éléments islamistes belliqueux en leur sein ?
 - iii) Et dans quelle mesure pourra-t-elle contrôler l'instrumentalisation de la guerre sainte islamique par son « allié » Turc, antisémite, antiaméricain et islamiste, influencé par les frères musulmans, lesquels sont sous la coupe du

Qatar ? Un Qatar mis à l'écart par les Etats-Unis, les autres pays du golfe et Israël, en tant que « promoteurs du terrorisme international » ?

Le 2^{ème} point concerne la gestion de la question du nationalisme Albano-islamique, en lien avec la question de la dénomination de l'ARYM:

- B. La gestion de la question du nationalisme Albano-islamique et la dénomination de l'ARYM:
 - i) Une dénomination du type "Haute Macédoine" permettra une revendication immédiate de la part de l'ARYM d'une « identité nationale macédonienne », qui conduira à des frictions GRECE-ARYM au sein de l'OTAN.
 - ii.) Ceci car la dénomination : "Haute Macédoine" ne lui interdit pas de telles revendications.
 - iii.) Ce terrain offrira maintes possibilités d'intervention de toute sorte de la part d'Ankara. A cette fin, cette dernière utilisera aussi – entre autres instruments – le réseau des Frères Musulmans qui profitent du financement du Qatar pour des opérations secrètes (covert operations) de déstabilisation au sein de la Grèce et principalement dans la Thrace occidentale où elle maintient, à travers le Consulat turc, un puissant réseau d'identité idéologique similaire.
 - iv.) Une telle évolution aggravera d'autant plus les relations déjà tendues entre la Grèce et la Turquie et conduira même à des incidents qui pourront être exploités par des facteurs externes au cadre de l'OTAN.
 - v) Un tel bouleversement dans l'Aile sud-ouest de l'Alliance, serait-il dans l'intérêt de l'OTAN, les fronts de la Corée du Nord, de la Syrie, de l'Iran, du Vénézuéla et du Kurdistan étant toujours ouverts ?
 - vi) Une appellation qui ne porterait pas atteinte à des identités nationales fantasmagiques ou réelles, ni aux populations albanaises, ni aux populations slaves et qui déterminerait de façon autonome et sans connotations nationalistes la région de l'ARYM semble être considérée, par des milieux occidentaux concernés, comme la plus appropriée. Une telle appellation peut être celle de la République Centrobalkane (Centrobalkan Republic). Celle-ci permettrait la conservation des éléments culturels identitaires des ethnies la composant et définirait géographiquement le nouvel Etat. De plus, il existe dans le droit international le précédent de l'appellation de la République Centrafricaine. En outre, elle permettrait à l'OTAN d'enregistrer une influence sémantique, en affichant dans sa liste d'influences les Balkans.
 - vii) Au reste, l'appellation « Upper Macedonia ou Haute Macédoine » pose encore un problème, cette fois-ci pour la Serbie : car, qui déterminera, finalement, quelle est la frontière nord de l'Upper Macedonia ? Est-ce que cette dernière inclut aussi la vallée de Preševo (selon les nationalistes albano-musulmans) ? Parce que si l'élément albanais qui soutient le gouvernement actuel à Skopje acquiert la caractéristique chimérique nationale de « macédonien » et puisque sa présence est accrue dans la vallée de Preševo, qu'est-ce qui l'empêcherait de revendiquer cette dernière à la Serbie, avec les mêmes instruments (Turquie, UCK, combattants djihadistes) ? Quel serait l'attitude de la Russie ? Et que cela signifierait-il pour la sécurité et la stabilité dans le sud-est de l'Europe ?

Par conséquent, vu ce qui a été souligné plus haut, il va de soi que la proposition de la Grèce concernant l'appellation soit celle susvisée. Les autres possibilités engendrent des risques graves immédiats et futurs de déstabilisation pour toutes les parties intéressées et surtout pour les Pôles de puissances internationales, Moscou et Washington.

La réaction allemande

- Berlin s'oppose car ses affaires sont affectées telles que 1) le consortium de Nordstream II, dont le président est l'ex Chancelier allemand, Gerhard Schroeder, ainsi que 2) le projet du gazoduc Blue Stream (article 232),¹⁴ qui ravitaillera la Turquie en gaz naturel via la Mer Noire et qui implique également des intérêts allemands.
- En outre, les Etats-Unis, malgré les clauses d'interdiction imposées aux groupes européens, ont gardé pour eux-mêmes le privilège d'établir sans entraves des coopérations entre des entreprises américaines et russes en Arctique, les dernières ayant la possibilité, suite à une demande des entreprises américaines de ces consortia, d'en détenir 33% des actions (article 223, alinéa d).¹⁵ Evidemment, l'opposition des sociaux-démocrates en Allemagne s'est exprimée via le Ministre fédéral des Affaires Etrangères, M. Sigmar Gabriel, et la Ministre fédérale de l'Economie, Mme Brigitte Zypries. Ils ont publiquement dénoncé les sanctions américaines, comme des moyens employés par les Etats-Unis en vue d'acquérir un avantage concurrentiel sur les entreprises russes, quant aux importations d'hydrocarbures en Europe. Ceci entraînerait une hausse logique du coût énergétique pour les sociétés européennes et accentuerait la dépendance des économies européennes au gaz de schiste, alors moins coûteux et au pétrole que les Etats-Unis ont commencé à exporter, bouleversant ainsi à l'inverse la sécurité énergétique européenne. Mme Zypries a également déclaré que les sanctions allaient à l'encontre du Droit International et que : « Les Américains ne peuvent pas punir les entreprises allemandes parce qu'elles opèrent dans un autre pays » et qu'elle saluait « le fait que la Commission examine une riposte éventuelle ». Comme elle le souligne, « l'UE a par le passé essayé à plusieurs reprises d'adopter une ligne commune UE-Etats-Unis concernant les sanctions antirusse. Si maintenant Washington veut suivre son propre agenda, alors il est important

14 **“Russia Sanctions Review Act of 2017”, (Tuesday 3 January, 115th Congress of USA), SEC. 232. Sanctions with respect to the development of pipelines in the Russian Federation.** (a) *general.* The President, in coordination with allies of the United States, may impose five or more of the sanctions described in section 235 with respect to a person if the President determines that the person knowingly, on or after the date of the enactment of this Act, makes an investment described in subsection (b) or sells, leases, or provides to the Russian Federation, for the construction of Russian energy export pipelines, goods, services, technology, information, or support described in subsection (c): (1) any of which has a fair market value of \$1,000,000 or more; or (2) that, during a 12-month period, have an aggregate fair market value of \$5,000,000 or more. (b) *Investment described.* An investment described in this subsection is an investment that directly and significantly contributes to the enhancement of the ability of the Russian Federation to construct energy export pipelines. (c) *Goods, services, technology, information, or support described.* Goods, services, technology, information, or support described in this subsection are goods, services, technology, information, or support that could directly and significantly facilitate the maintenance or expansion of the construction, modernization, or repair of energy export pipelines by the Russian Federation. [reprise: 8-08-2017]

15 **“Russia Sanctions Review Act of 2017”, SEC. 223. Modification of implementation of Executive Order No. 13662.** [a, b, c,] (d) Modification of directive 4.—Not later than 90 days after the date of the enactment of this Act, the Secretary of the Treasury shall modify Directive 4, dated September 12, 2014, issued by the Office of Foreign Assets Control under Executive Order No. 13662, or any successor directive (which shall be effective beginning on the date that is 90 days after the date of such modification), to ensure that the directive prohibits the provision, exportation, or reexportation, directly or indirectly, by United States persons or persons within the United States, of goods, services (except for financial services), or technology in support of exploration or production for new deepwater, Arctic offshore, or shale projects— (1) that have the potential to produce oil; and (2) that involve any person determined to be subject to the directive or the property or interests in property of such a person who has a controlling interest or a substantial non-controlling ownership interest in such a project defined as not less than a 33 percent interest.[<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text#toc-H954BE429129341AB9D32B2D4775AA845>, reprise: 8-08-2017]

que la Commission examine des contre-mesures »¹⁶. M. Michael Harms, directeur général du comité allemand pour les relations économiques de l'Europe de l'Est, compare la nouvelle loi américaine à une épée de Damoclès qui plane sur les entreprises allemandes. Plus précisément, M. Harms dénonce que par les sanctions, le gouvernement américain vise principalement les entreprises allemandes qui font partie du consortium du gazoduc Nord Stream II dans la Mer du Nord. Et il avertit que l'application de telles mesures constituerait une « intervention fondamentale » en matière de ravitaillement énergétique de l'UE et entraînerait tant une hausse des prix d'énergie qu'une réduction de la compétitivité de l'économie européenne ».¹⁷

Le cas français

Les intérêts de l'entreprise française TOTAL¹⁸ dans l'Arctique, manifestés par ses investissements réalisés, sont énormes. Il s'agit de « ... l'extraction et la liquéfaction de gaz (16,5 millions de tonnes par an) dans une des régions les plus inhospitalières de la planète. Un chantier pharaonique et d'une grande complexité technique qui coûtera 27 milliards de dollars (25,2 milliards d'euros) – financé en euros pour cause de sanctions – au russe Novatek (50,1 %) ¹⁹, à la compagnie française (20 %), à la China National Petroleum Company (20 %) et au fonds Silk Road Fund (9,9 %). A l'horizon 2021, il faudra quinze méthaniers brise-glace pour écouler la production. Des monstres de 300 millions de dollars capables de fendre une mer gelée sur 1,50 mètre de profondeur par des températures de – 50 °C pour transporter 170 000 mètres cubes de gaz liquéfié à – 160 °C. »²⁰ Cet immense investissement se trouve en péril.

Mais TOTAL est pour une seconde fois affectée par le même texte de sanctions [H.R.3364 – 115th Congress (2017-2018)] qui prévoit également des sanctions contre l'Iran. Et ceci car, depuis juin 2016, l'entreprise française avait annoncé la signature imminente d'un accord de 4,8 \$ mrd en coopération avec la société CNPCI pour le gaz naturel iranien, étant ainsi la première entreprise européenne retournée en Iran. L'accord en question a été finalement signé malgré les sanctions américaines contre l'Iran et le consortium est formé comme suit : TOTAL 50,1%, CNPCI 30% et Petropars (iranienne) 19,9%. Voici donc un autre sujet de mécontentement européen...

2.3. Par conséquent, on peut conclure que ce sont les réactions européennes, et plus concrètement les réactions des grandes compagnies pétrolières de l'Europe, qui entraîneront une évolution quelconque dans le sujet des sanctions américaines. Pourtant, on doit évoquer sur ce point un fait particulièrement ironique pour les Européens : un « aboutissement réussi » renforcerait extrêmement la position du... Président Trump (!) suffisamment raillé et attaqué par les acteurs actuellement affectés considérablement par le système Clinton-Obama, qui a été supporté volontiers par l'ensemble des gouvernements européens ! « La roue tourne », comme dirait le sage peuple grec...

Les répercussions pour la Grèce

- 1) Si la base de la Sude en Crète, ou celle d'Araxos dans le Péloponnèse devient l'endroit définitif d'installation des armes nucléaires américaines qui seront déplacées d'Incirlik, la position géostratégique de la Grèce sera extrêmement renforcée en tant qu'allié important de l'OTAN en Méditerranée orientale, mais uniquement si le Gouvernement de coalition de SYRIZA en

16 Deutsche welle, goo.gl/3rvnsp [ανάκτησις; 8-08-2017, «des contre-mesures de l'UE contre les USA demandées par Berlin».

17 Deutsche welle, *ibid.*

18 http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/01/23/le-projet-gazier-geant-de-total-dans-l-arctique-russe-se-joue-des-sanctions_5067756_3234.html

19 N.d.A.: Total détient 19% du capital du russe NOVATEK.

20 http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/01/23/le-projet-gazier-geant-de-total-dans-l-arctique-russe-se-joue-des-sanctions_5067756_3234.html#YVIOfqohtDLIYTeX.99

Grèce obtient des contreparties considérables de la part de Washington, qui lui serviront d'arguments politiques devant le Parlement grec, dans son effort de faire ratifier l'accord en question.

- 2.) Ici se présentent de meilleures perspectives pour le règlement de la question chypriote, mais aussi assurément pour la question du nom de l'ARYM. Il serait ici de bon aloi que la Grèce insiste sur « un nom synthétique avec une composante géographique » et qu'elle le soutienne dans l'ensemble de sa classe politique, à l'instar de la décision prise unanimement par les chefs des partis politiques en 1992, sous la présidence de Constantin Caramanlis.

3. Bibliographie-URL's

- 1) «It's official: Congress has handcuffed Donald Trump on Russia», 2/08/2017, [<https://www.vox.com/policy-and-politics/2017/7/28/16055630/congress-trump-russia-sanctions-veto>].
- 2) H.R.3364 — 115th Congress (2017-2018) [<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text#toc-H954BE429129341AB9D32B2D4775AA845>]
- 3) F. William Engdahl, "Turkey, Russia and Interesting New Balkans, Geopolitics", 14/08/2017, <http://www.defenddemocracy.press/turkey-russia-and-interesting-new-balkan-geopolitics/>
- 4) L'alliance Damas Ankara a été annoncée contre les USA & les Kurdes», en grec, 13/08/2017, http://www.pronews.gr/amyna-asfaleia/diethnis-asfaleia/622549_i-toyrkia-stamata-tin-ypostirixitis-stoys-islamistes
- 5) "Russia Sanctions Review Act of 2017", (Tuesday 3 January, 115th Congress of USA), SEC. 232. Sanctions with respect to the development of pipelines in the Russian Federation. (a) In general.
- 6) "Russia Sanctions Review Act of 2017", SEC. 223. Modification of implementation of Executive Order No. 13662. [...] (d) Modification of directive 4.
- 7) "Germany calls for EU countermeasures against US following Russian sanctions", goo.gl/Y3AAXC
- 8) Le Monde, Économie, "Le projet gazier géant de Total dans l'Arctique russe se joue des sanctions", goo.gl/niwzzr